

# Institut catholique de Paris : une formation pour lutter contre les abus dans l'Église

L'Institut catholique de Paris lance, à la rentrée 2022-2023, un diplôme universitaire pour former des clercs et laïcs engagés dans l'Église à mieux prévenir et lutter contre les abus, qu'ils soient sexuels, d'autorité ou de conscience.

Benoît Fauchet  
le 05/07/2022

L'idée a germé « *dans le sillage* » des travaux de la Ciase, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église présidée par Jean-Marc Sauvé, qui a remis son rapport en octobre dernier. Un an presque jour pour jour plus tard, le 3 octobre prochain, l'Institut catholique de Paris (ICP) ouvrira le diplôme universitaire (DU) intitulé « Abus et bientraitance : Écouter, accompagner, prévenir ».

« *Nous nous sommes dit qu'il fallait agir à tous les niveaux pour bâtir une Église sûre, et nous nous sommes posé la question : que peut faire une université qu'un diocèse ou une congrégation ne fera pas ?* », explique à *La Croix* Joël Molinario, directeur de l'Institut supérieur de pastorale catéchétique, au sein de l'ICP. Ce dernier a conçu cette formation de 120 heures aux côtés de Fabienne Serina-Karsky, à la tête du département Éducation inclusive à la faculté d'éducation de la Catho.

## Disciplines variées

Un comité scientifique a été mis sur pied, associant le psychologue et psychanalyste Jacques Arènes, la sociologue Corinne Valasik et la théologienne Marie-Dominique Trébuchet. À la lumière des champs d'expertise différents de ses responsables, la préparation du DU « Abus et bientraitance » croisera des disciplines variées : droit civil et canonique, psychologie, sciences sociales, philosophie, théologie...

Ce DU s'adresse à des personnes impliquées dans les cellules d'écoute des diocèses et congrégations, mais aussi à des personnels de l'enseignement catholique, des responsables de noviciat, des spécialistes de la protection de l'enfance... Avec deux objectifs identifiés : offrir une meilleure compréhension des phénomènes d'abus – sexuels, mais aussi d'autorité et de conscience – et développer les compétences pour accompagner les victimes et prévenir ces faits.

## « Perspective globale »

« *Parmi les personnes que j'ai rencontrées, beaucoup m'ont dit : "J'ai une spécialité, mais ce qu'il me manque, c'est une perspective globale sur les enjeux"* », souligne Joël Molinario. D'où l'idée de cette formation pluridisciplinaire qui fera appel à des intervenants extérieurs, comme Marie Derain de Vaucresson et Antoine Garapon, respectivement à la tête des instances de reconnaissance et réparation des abus mises en place par la Conférence des évêques (CEF) et la Conférence des religieux et religieuses de France (Corref), qui sont

partenaires du projet. Le Fonds de solidarité et de lutte contre les agressions sexuelles sur mineurs, le fonds Selam, contribue pour sa part à son financement.

Organisé sur huit sessions de deux jours, le programme permet à des personnes venant de province d'y participer. « *La CEF prend en charge leur hébergement et leur déplacement* », se réjouit Joël Molinario, qui note aussi l'inscription d'« *un prêtre du Burundi, envoyé par son évêque* ».

## **« Apporter la réalité du terrain »**

Soutenue par Agir pour notre Église, un groupe de fidèles engagés sur la question des abus, la formation l'est aussi par l'association de victimes Parler et revivre. Son président, Olivier Savignac, interviendra d'ailleurs devant les étudiants en février 2023.

*« Bien modestement, je compte leur apporter la réalité du terrain, commente-t-il auprès de La Croix. Il faut maintenant que l'institution ecclésiale bouge, avec des gens formés, garants de l'application des nouvelles directives prises par l'Église dans la lutte contre les abus. »* L'ICP, qui a déjà enregistré quelques inscriptions, en espère au moins une quinzaine pour mener à bien son projet. Joël Molinario ne doute pas que ce DU trouvera un large écho, tant « *les besoins de formation sont énormes* ».